

cielle. Nous avons cherché à le lui faire comprendre, et au comité et à la Chambre. Ce ne pourrait être plus clair maintenant, car le ministre l'a indiqué dans ses dernières observations. On voit parfaitement quel cours le commerce suivra vraisemblablement dans notre pays. La mesure à l'étude aura manifestement pour effet de réduire le nombre des détaillants indépendants. Cet état de choses n'a pas inquiété le ministre des Transports ce matin. Il n'a jamais inquiété le Gouvernement. Il n'a pas inquiété M. McGregor, quand il a comparu devant le comité. Non; quiconque ne pourra survivre après l'adoption du projet de loi pourra disparaître, et l'on semble croire que sa disparition sera avantageuse à la société. Telle est l'attitude du Gouvernement. Que constatons-nous, monsieur le président? On voit nettement ce qui va arriver. La mesure ne s'applique nullement au cas du gros fabricant, ou tout au moins du gros commerçant qui est parfaitement libre de cumuler la fabrication, la distribution et la vente au détail. Mais les petits détaillants seront frappés; et il est évident qu'ils seront frappés si fort qu'un grand nombre d'entre eux feront faillite. Cela plaît au Gouvernement. C'est ce qu'il désire. C'est ce qu'il est en train de faire au moyen de cette mesure.

M. Ferrie: Balivernes!

M. Fleming: Dépouillons ce projet de loi de ce qui n'est que poudre aux yeux!

M. Ferrie: Cessez donc de jouer la comédie.

M. Fleming: Exposons au grand jour les aspects véritables de cette mesure. C'est un projet de loi qui va faire du tort, qui va asséner des coups désastreux sous prétexte de libérer la concurrence commerciale au Canada. Ce projet de loi, monsieur le président, aura l'effet que nous nous sommes efforcés d'indiquer à la Chambre. Il va favoriser les monopoles. Il faudrait en faire une loi distincte et l'intituler: Loi visant à l'établissement des monopoles au Canada, ou encore: Loi visant à sauver la peau du Gouvernement au fort de l'inflation.

M. Ferrie: Quelle blague!

M. Fleming: Je suis très heureux d'entendre cette interruption, car elle illustre bien la technique hitlérienne dont je parlais ce matin.

M. Ferrie: Rasez-vous la moustache!

M. Fleming: Le bill à l'étude favorise les fabricants puissants, ainsi que le savent maintenant tous les députés. Les vis-à-vis ne veulent peut-être pas entendre, mais les capitalistes puissants ont exprimé leur avis. Ils ont dit ce qu'ils pensaient de la mesure

[M. Fleming.]

pendant que le comité tenait ses séances. Certains d'entre eux s'en sont ouverts aux journaux.

Voulant obtenir tous les renseignements, certains membres de l'opposition officielle qui faisaient partie du comité ont demandé que les grandes entreprises commerciales fussent invitées à déposer devant le comité. Nous voulions savoir ce qui les portait à appuyer une mesure de ce genre. Mais la majorité, composée de députés ministériels, n'a pas accédé à notre demande. Pourquoi n'a-t-on pas voulu inviter quelques grands magasins à comparaître devant le comité?

C'est qu'on ne voulait pas que ces faits fussent mis à jour par suite d'un interrogatoire au comité. Les puissants capitalistes se sont prononcés pour le Gouvernement. Le Gouvernement rejette-t-il leur appui? Aucun représentant du Gouvernement n'a nié, ni à la Chambre ni ailleurs, que le bill à l'étude a l'appui des gros capitalistes.

M. Ferrie: A Toronto.

M. Fleming: Non, n'importe où au Canada. L'honorable député qui vient de m'interrompre ne limite pas l'appui des gros capitalistes à une région définie du Canada. Les capitalistes dont je parle sont ceux qui se trouvent dans toutes les parties du Canada.

M. Ferrie: A Toronto; c'est pour cet endroit que vous parlez.

M. Fleming: Et l'effet qu'aura le projet de loi est tout à fait évident, car les gros commerçants ont dit clairement qu'ils aiment ce projet de loi. L'honorable député qui vient de m'interrompre est tout heureux de se trouver parmi les gros capitalistes qui disent qu'ils aiment ce genre de mesure législative.

M. Ferrie: Nous ne les défendons pas. C'est vous qui les défendez.

M. Fleming: En ce qui concerne le projet de loi à l'étude, les gros capitalistes au pays sont du côté du Gouvernement et ils restent de ce côté. Et, en ce qui concerne les petites entreprises, qu'il me soit permis de dire que leurs représentants qui ont témoigné devant le comité ont dit qu'ils ne voulaient pas de cette mesure législative. Ils ont affirmé qu'elle était mauvaise pour le détaillant.

L'hon. M. Garson: J'invoque le Règlement. L'honorable député aurait-il l'obligeance...

M. le président suppléant (M. Jutras): Je rappelle au comité que c'est le député d'Eglinton qui a la parole et je crois que nos travaux avanceraient plus vite si on lui permettait de terminer ses observations.